

INSTRUCTION

N° 99-012-M14 du 25 janvier 1999

NOR : BUD R 99 00012 J

Texte publié au BOCP

INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M14 - MODALITÉS DE RECENSEMENT DES IMMOBILISATIONS - TENUE DE L'INVENTAIRE ET DE L'ÉTAT DE L'ACTIF

ANALYSE

Modalités et conséquences du report au 31 décembre 1999
de la date de production de l'état de l'actif

Date d'application : 25/01/1999

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; COMMUNE ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL ;
ÉTABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL ; COMPTABILITÉ ; COMPTABILITÉ M14 ;
INVENTAIRE ; ÉTAT DE L'ACTIF ; IMMOBILISATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 97-119-M14 du 24 novembre 1997

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 9

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6C

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° NOR/ECO/R/98/06020/C du 31 décembre 1998..... 4

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire interministérielle n° NOR/ECO/R/98/06020/C du 31 décembre 1998 relative aux modalités et conséquences du report, au 31 décembre 1999, de la date de production de l'état de l'actif.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du Bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6ÈME SOUS-DIRECTION

JEAN-BAPTISTE GILLET

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE****MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

Direction générale de la comptabilité publique
Bureau 6C

Direction générale des collectivités locales
Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

CD-0038

31 décembre 1998

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et de l'Industrie,

à

Mesdames et Messieurs les préfets,

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux,

Mesdames et Messieurs les receveurs des finances.

CIRCULAIRE N° NOR

E	C	O	R	9	8	0	6	0	2	0	C
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

OBJET : - Instruction budgétaire et comptable M14 ; modalités de recensement des immobilisations ; tenue de l'inventaire et de l'état de l'actif.
- Modalités et conséquences du report au 31 décembre 1999 de la date de leur production.

L'instruction M14 applicable aux communes et établissements publics communaux et intercommunaux depuis le 1er janvier 1997 vise, notamment, à améliorer la dimension patrimoniale des comptes de ces collectivités.

ANNEXE (suite)

Cet objectif repose, en particulier, sur une meilleure connaissance par ces collectivités de la composition de leur actif immobilisé, tant d'un point de vue physique (recensement) que comptable, au travers de la détermination de la valeur nette comptable de chacun des éléments composant ce patrimoine immobilisé.

Les circulaires interministérielles n°NOR/FPP/A/96/10112/C du 31 décembre 1996 et n°NOR/INT/B/97/00186/C du 7 novembre 1997 ont précisé que les travaux de recensement des immobilisations et d'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif s'opéraient selon les modalités suivantes :

- l'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif peut avoir lieu jusqu'au 31 décembre 1998;
- l'ensemble des biens acquis en 1996 et en 1997 doit (a minima) être recensé au 31 décembre 1997.

Afin de permettre d'achever ces opérations de manière satisfaisante, le calendrier ci-dessus de déroulement des travaux de recensement et d'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif est aménagé comme suit.

Les collectivités se trouvant dans l'impossibilité de procéder à un recensement exhaustif de l'ensemble de leur actif immobilisé à la date du 31 décembre 1998 sont autorisées à reporter l'achèvement de ces opérations de recensement et d'ajustement *au cours de l'exercice 1999 et, au plus tard, au 31 décembre 1999*. La justification des opérations comptables propres à cet ajustement opéré au cours de l'exercice 1999 est décrite en annexe 1 de la présente circulaire.

Néanmoins, ces collectivités procèderont, *en date du 31 décembre 1998*, à un *recensement partiel obligatoire* de leur actif immobilisé, limité au minimum *aux immobilisations acquises en 1996, 1997*, tel que prévu par la circulaire précitée du 7 novembre 1997, *et 1998*.

Dès lors, les informations relatives à ces immobilisations, au premier rang desquelles figure le numéro d'inventaire, sont à transmettre au receveur municipal selon les modalités décrites dans la circulaire précitée du 7 novembre 1997.

Les collectivités ayant recensé, au 31 décembre 1998, une partie de leur actif immobilisé, au-delà des obligations minimales mentionnées ci-dessus, sont, bien entendu, invitées à transmettre d'ores et déjà et selon les mêmes modalités, l'ensemble des informations disponibles au receveur municipal.

L'objectif de la mise en place d'un tel dispositif est de permettre aux collectivités de bénéficier d'un délai supplémentaire afin de recenser l'ensemble de leur actif immobilisé et d'aboutir à l'élaboration d'un inventaire et d'un état de l'actif correctement ajustés en date du 31 décembre 1999.

Bien évidemment, la mise en place de ce dispositif ne saurait remettre en cause, en aucune façon, la faculté pour les collectivités de recenser et d'ajuster l'inventaire et l'état de l'actif en date du 31 décembre 1998.

La justification des opérations comptables propres à cet ajustement opéré en date du 31 décembre 1998 est décrite dans la circulaire du 7 novembre 1997 précitée.

Le recensement des immobilisations et l'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif devant être achevés pour l'ensemble des communes, établissements publics communaux et intercommunaux *au plus tard au 31 décembre 1999*, la production de l'état de l'actif au compte de gestion M14 ne sera obligatoire qu'à compter de l'exercice 1999.

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit, en son Tome II, titre 4, chapitre 2, § 7.3.2.3, la production obligatoire de l'état de l'actif au compte de gestion pour les exercices budgétaires pairs. Pour les exercices budgétaires impairs, elle prévoit la production d'un état des flux d'immobilisations retraçant les seuls mouvements patrimoniaux annuels.

Ces dispositions, à caractère permanent, ne trouveront à s'appliquer qu'à la fin du dispositif transitoire conduisant à un inventaire et à un état de l'actif complets et ajustés pour l'ensemble des collectivités.

Le réaménagement de la date obligatoire de l'achèvement des travaux de recensement et d'ajustement du 31 décembre 1998 au 31 décembre 1999 conduit ainsi à la production obligatoire de l'état de l'actif au compte de gestion 1999 et au compte de gestion 2000.

Enfin, pour une mise en oeuvre optimale de la présente circulaire, il apparaît souhaitable que les comptables apportent leur concours et mettent à disposition des ordonnateurs les informations patrimoniales en leur possession, l'ordonnateur les complétant par les données extraites du recensement physique des biens apparaissant à son inventaire.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions doit être portée à la connaissance des directions concernées.

Le Directeur Général
des Collectivités Locales

Le Directeur Général
de la Comptabilité Publique

ANNEXE (suite et fin)

ANNEXE N° 1 : Ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif opéré au cours de l'exercice 1999 - Dispositif dérogatoire.

En application de la circulaire n°CD-6955 du 31 décembre 1996, l'opération d'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif au cours de l'exercice 1999, peut faire l'objet d'une seule délibération de principe appuyée des éléments chiffrés correspondant à chacune des opérations à effectuer par le comptable. Ces éléments chiffrés sont récapitulés sur un état, joint au compte de gestion de l'exercice 1999 du comptable, et dont un modèle est décrit ci-après, faisant apparaître pour les comptes 1021, 10222, 106 et 19 :

- la situation, au 1er janvier 1999 (ou balance d'entrée),
- les corrections effectuées au titre de l'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif,
- le nouveau solde des comptes après les corrections.

N° de compte	Intitulé	Balance d'entrée au 01/01/1999		Corrections résultant du dispositif d'ajustement de l'inventaire et de l'état de l'actif		Situation après corrections		
		Solde débiteur	Solde créditeur	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur	Solde nul
1021	Dotation							
10222	F.C.T.V.A. ¹							
1068	Excpts de fonct. cap. ²							
19	Diff. sur réalisations d'imm.							

¹ Utilisation du compte 10222 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 102291.

² Utilisation du compte 1068 dans la limite de la différence entre ce compte et le compte 1069.

